



Toute crise, de quelle teneur qu'elle soit, a une fin. Comme gouverner c'est prévoir et que la politique politicienne ne fait pas vivre une Nation, les opérateurs économiques ont anticipé les choses en allant à la rencontre du Président Andry Rajoelina, le 25 février 2010 au matin.



Cette rencontre, la seconde, a eu lieu au Palais d'Iavoloha et a duré deux heures. D'un côté, le président Andry Rajoelina, le ministre de l'Economie et de l'Industrie, Richard Fienena, le ministre des Finances et du Budget, Hery Rajaonarimampianina ; de l'autre tous les « *big Boss* du secteur privé que compte Madagascar (FIVPAMA, GEM, APB, SIM, SECTEUR NTIC, FHORM,

CONCESSIONNAIRES AUTOS, SECTEUR PETROLIER, CHAMBRE DE COMMERCE...). D'emblée, le Président Rajoelina a annoncé la couleur :



*«Il importe que les relations entre l'État et les acteurs économiques entrent dans une ère nouvelle. Pour sa part, l'Etat entend assumer pleinement son rôle de facilitateur et de régulateur. □ Il est essentiel de bannir à jamais le concept d'Etat-Opérateur. Plus encore, on éradiquera du paysage des affaires à Madagascar, les pratiques iniques et néfastes de l'usage des prérogatives du pouvoir à des fins de monopole, ou d'entrave à la libre entreprise. Il n'est plus à démontrer que le secteur privé est un des éléments-moteurs du développement d'un pays. Ce rôle de facilitateur et de régulateur, l'Etat peut et doit le conforter par un dialogue constructif. Mais un tel dialogue ne pourra se concevoir que dans un climat de confiance mutuelle qui, par synergie, enrichira toutes les parties prenantes et concernées□ ».*



Il faut dire que, sous le régime Ravalomanana, le monopole était tel dans de très nombreux secteurs, que beaucoup d'opérateurs nationaux ont glissé la clé sous le paillason, s'ils ne se sont pas exilés ou ont fini en prison. Ainsi, de leur côté, les opérateurs économiques ont aussi joué carte sur table. Ils ont passé au crible les revers de la profession, qu'il y ait ou pas crise : insécurité des investissements ; corruption ; abus de pouvoir ; fraudes à l'importation et importation sauvage. Pour la majorité de ces entrepreneurs du secteur privé, tout cela sont des facteurs majeurs de la paralysie de leurs activités mais, surtout, des éléments bloquant pour le développement même du pays. Par conséquent, ils ont voulu avoir l'assurance d'un cadre de travail clair et précis (et pérenne) de la part de l'Etat bien qu'ils soient déjà conscients que celui-ci a réellement la volonté d'œuvrer avec une vision commune.



Certes, Madagascar se trouve actuellement sous un régime de transition mais, comme l'a précisé le président Barack Obama, l'Afrique a besoin d'institutions fortes et non d'hommes forts. Ainsi, osons espérer que tout ce qui va se décider dans les semaines à venir, concernant ces relations Etat/Secteur privé, ne sera pas jeté à la poubelle par les prochains dirigeants -qui

qu'ils soient- mais que les décisions prises aujourd'hui seront valables et appliquées effectivement demain. Jusqu'à présent, en 50 ans, le secteur privé a eu plus de bas que de hauts, avec l'application de décisions paradoxales selon les intérêts personnels des dirigeants. Ci-dessous, l'organigramme de TIKO qui a monopolisé totalement le secteur des produits laitiers et qui a déployé ses tentacules dans le domaine des services et du BTP et plus encore (si affinités avec Ravalomanana et son EDBM). Il est vital que ce genre de situation ne se reproduise plus jamais à Madagascar.

### [ORGANIGRAMME DE TIKO \(fichier PDF\)](#)

M. RAKOTOARIVELO (25% en bas), c'est bien LE Mamy Rakotoarivelo (TIM et mouvance Ravalomanana) qui fait écrire du n'importe quoi non conforme aux réalités vraies à la UNE de Midi Madagasikara. Vous avez tout compris, à présent.

**Jeannot RAMAMBAZAFY**